

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNE

N°186

PERIODE DU 1^{ER} AU 28 FEVRIER 2019

CONSULTATION SUR PLACE :

Accueil de la Mairie 46 Avenue de Gameville 31650 Saint-Orens de Gameville – 05.61.39.00.00

Horaires : du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30. Le vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30

ARRETES

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 27/02/2019 de Monsieur MONTUSSAC Jean-Marc sis 48 avenue de Gameville à Saint-Orens de Gameville concernant des travaux sur sa parcelle ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-133

ARTICLE 1

Afin de permettre l'accès des engins de chantier destinés aux travaux situés sur la parcelle de Monsieur MONTUSSAC, la rue du Bousquet sera fermée entre l'avenue de Gameville et la Rue de Lentourville sauf pour les riverains. Les places de stationnement réservées à la Police Municipale seront neutralisées durant cette période de fermeture de la voie.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu le **mardi 5 mars 2019**.


ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame le Maire

Dominique FAURE
Maire de Saint-Orens de Gameville

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 28/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 27/02/2019 de l'entreprise EC FIBRE 331 chemin des Agriès 31860 Labarthe sur Lèze représentée par Monsieur ARFA Taïeb concernant des travaux de réseaux Télécom sur l'espace vert au niveau de l'extension de la buvette Place Jean Bellières ;

Considérant que qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-132

ARTICLE 1

La société EC FIBRE est autorisée à occuper le domaine public au droit de l'avenue Jean Bellières, au niveau de l'extension de la buvette Place Jean Bellières.

ARTICLE 2

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **28 Février au 1 er mars 2019 entre 8h et 17h**.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame le Maire,

Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27/02/2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à **Monsieur Bendehiba HARRAT**, Conseiller Municipal, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 14 juin 2019 à 17 heures 30 minutes au 17 juin 2019 à 08 heures.

ARRETE S/N° A 2019-131

ARTICLE 1

Monsieur Bendehiba HARRAT est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjointes, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 14 juin 2019 à 17 heures 30 minutes au 17 juin 2019 à 08 heures.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27 février 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **14 MARS 2019**

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil ;

Considérant qu'il importe de déléguer à **Monsieur Jean-Pierre GODFROY**, Conseiller Municipal, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 31 mai 2019 à 17 heures 30 minutes au 03 juin 2019 à 08 heures.

ARRETE S/N° A 2019-130

ARTICLE 1

Monsieur Jean-Pierre GODFROY est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 31 mai 2019 à 17 heures 30 minutes au 03 juin 2019 à 08 heures.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27 février 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **14 MARS 2019**

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil ;

Considérant qu'il importe de déléguer à **Monsieur Jean-Pierre GODFROY**, Conseiller Municipal, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 29 mai 2019 à 17 heures 30 minutes au 31 mai 2019 à 08 heures.

ARRETE S/N° A 2019-129

ARTICLE 1

Monsieur Jean-Pierre GODFROY est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjointes, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 29 mai 2019 à 17 heures 30 minutes au 31 mai 2019 à 08 heures.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27 février 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **14 MARS 2019**

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à **Monsieur David ANDRIEU**, Conseiller Municipal,
les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 24 mai 2019 à 17 heures 30
minutes au 27 mai 2019 à 08 heures.

ARRETE S/N° A 2019-128

ARTICLE 1

Monsieur David ANDRIEU est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par
empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles,
du 24 mai 2019 à 17 heures 30 minutes au 27 mai 2019 à 08 heures.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,
est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27 février 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **14 MARS 2019**

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil ;

Considérant qu'il importe de déléguer à **Monsieur François UBEDA**, Conseiller Municipal,
les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 17 mai 2019 à
17 heures 30 minutes au 20 mai 2019 à 08 heures.

ARRETE S/N° A 2019-127

ARTICLE 1

Monsieur François UBEDA est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par
empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles,
du 17 mai 2019 à 17 heures 30 minutes au 20 mai 2019 à 08 heures.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,
est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27 février 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **14 MARS 2019**

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à **Madame Sophie CLEMENT**, Conseillère Municipale, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 10 mai 2019 à 17 heures 30 minutes au 13 mai 2019 à 08 heures.

ARRETE S/N° A 2019-126

ARTICLE 1

Madame Sophie CLEMENT est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 10 mai 2019 à 17 heures 30 minutes au 13 mai 2019 à 08 heures.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27 février 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **14 MARS 2019**

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à **Madame Sophie CLEMENT**, Conseillère Municipale, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 07 mai 2019 à 17 heures 30 minutes au 09 mai 2019 à 08 heures.

ARRETE S/N° A 2019-125

ARTICLE 1

Madame Sophie CLEMENT est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 07 mai 2019 à 17 heures 30 minutes au 09 mai 2019 à 08 heures.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27 février 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **14 MARS 2019**

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à **Monsieur André PUIS**, Conseiller Municipal, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 03 mai 2019 à 17 heures 30 minutes au 06 mai 2019 à 08 heures.

ARRETE S/N° A 2019-124

ARTICLE 1

Monsieur André PUIS est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjointes, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 03 mai 2019 à 17 heures 30 minutes au 06 mai 2019 à 08 heures.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27 février 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **14 MARS 2019**

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à **Madame Georgette BEAUTE épouse PERAL**, Conseillère Municipale, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 26 avril 2019 à 17 heures 30 minutes au 29 avril 2019 à 08 heures.

ARRETE S/N° A 2019-123

ARTICLE 1

Madame Georgette BEAUTE épouse PERAL est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 26 avril 2019 à 17 heures 30 minutes au 29 avril 2019 à 08 heures.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27 février 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **14 MARS 2019**

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à **Monsieur Thierry ARCARI**, Conseiller Municipal,
les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 19 avril 2019 à 08 heures 30
minutes au 23 avril 2019 à 08 heures.

ARRETE S/N° A 2019-122

ARTICLE 1

Monsieur Thierry ARCARI est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par
empêchement des Adjointes, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles,
du 19 avril 2019 à 08 heures 30 minutes au 23 avril 2019 à 08 heures.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,
est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27 février 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **14 MARS 2019**

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à **Monsieur Jean-Claude PIONNIE**, Conseiller Municipal, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 05 avril 2019 à 17 heures 30 minutes au 08 avril 2019 à 08 heures.

ARRETE S/N° A 2019-121

ARTICLE 1

Monsieur Jean-Claude PIONNIE est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 05 avril 2019 à 17 heures 30 minutes au 08 avril 2019 à 08 heures.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le :27 février 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **14 MARS 2019**

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 26/02/2019 de Monsieur MARTINIE concernant le stationnement d'un camion pour la livraison de matériel ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-120

ARTICLE 1

Monsieur MARTINIE est autorisé à occuper le domaine public au droit du n° 20 rue des Iles Célèbes pour le stationnement d'un camion pour la livraison de matériel..

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

La modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté aura lieu le **1^{er} mars 2019**.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame le Maire,

Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 26/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Demande déposée le 01/08/2018, complétée le 11/09/2018	
Par :	WIGOS SO SAINT-O
Demeurant à :	3 AVENUE DIDIER DAURAT 31400 TOULOUSE
Représenté par :	Monsieur ROUCHER Gilles
Pour :	Diverses modifications
Sur un terrain sis :	1 RUE DE NAZAN BH 119

N° PC 031 506 17 00028 M02
Surface de plancher créée : 1095,79 m²
Surface de plancher modifiée : 1086,87m²
Nb de logements : 18
Nb de bâtiments : 2
Destination : - Habitation

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire modificatif susvisée en vue de :

- Modifier le local poubelle et créer une plateforme de croisement
- Modifier les clôtures
- Modifier des terrasses
- Ajouter un alignement d'arbres le long de la rue des sports
- Déplacer et ajouter un velux
- Déplacer la rampe d'accès au sous-sol
- Réduire la profondeur des balcons
- supprimer des arbres
- Modifier la surface de plancher
- Modifier les façades

Vu le permis de construire initial PC0315061700028 accordé le 23/03/2018 à la SAS Lymo pour la démolition d'une maison individuelle et la construction de 18 logements, transféré le 16/07/2018 à Wigos So Saint-O,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1 et suivants et R.421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30/03/2005, révisé le 27/06/2013, modifié le 14/04/2016 et mis à jour le 01/08/2016,

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,

Vu l'avis de Toulouse Métropole, Pôle Territorial Est, gestionnaire de la voirie et de l'espace public, en date du 17/08/2018,

Vu l'avis conforme de l'Architecte des bâtiments de France en date du 31/10/2018,

CONSIDERANT l'article R425-1 du Code de l'Urbanisme qui dispose : « Lorsque le projet est situé dans les abords des monuments historiques, le permis de construire, le permis d'aménager, le permis de démolir ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue à l'article L. 621-32 du code du patrimoine si l'architecte des Bâtiments de France a donné son accord, le cas échéant assorti de prescriptions motivées ».

ARRETE S/N°A 2019-119

ARTICLE 1

Le permis de construire modificatif est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée,

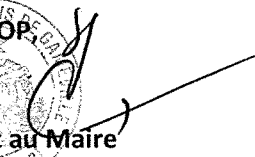
ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS

Les réserves et prescriptions contenues dans le permis de construire initial sont maintenues et devront être observées.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.


Serge JOP
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27 FEV. 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

Affichage de l'avis de dépôt de la demande ne mairie : 08 AOUT 2019

Informations à l'attention du pétitionnaire

La collecte sera assurée en bordure de la Rue des Sports.

La dotation en bacs roulants sera de :

- 2 bacs de 770 litres pour la collecte des ordures ménagères
- 3 bacs de 660 litres pour la collecte sélective

Le local de stockage d'une surface minimale de 10m2 sera réalisé sur l'unité foncière et devra être clos, couvert, ventilé, doté d'un point d'eau et d'un siphon de sol permettant d'entreposer le nombre de bacs roulants nécessaires au stockage des ordures ménagères entre 2 enlèvements consécutifs.



L'aire de présentation d'une surface minimale de 7.5m² sera réalisée sur l'unité foncière, en bordure de la voie publique, de manière à permettre le stockage des contenants de collecte sans encombrer le domaine public avant et après la collecte. Cette aire sera constituée d'une surface plane, cimentée, pourvue d'un bateau d'accès de un mètre de bordure basse et de rampants de 1,5 m de part et d'autre (hauteur de la bordure basse 0.02 m au-dessus du fil d'eau du caniveau). Elle sera délimitée côté trottoir par une bordurette (0.03 m de vue afin d'assurer le blocage des contenants de collecte).

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'enseillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Demande déposée le 04/12/2017		N° DP 031 506 17 00116	
Par :	SA Pierre Conseil Foncier	Destination :	Habitation
Demeurant à :	27 rue de l'Opéra 75001 PARIS 1ER ARRONDISSEMENT		
Représenté par :	Monsieur ORIOL Leslie		
Pour :	Division d'un lot à bâtir		
Sur un terrain sis :	27 RUE DU BOUSQUET BN 83		

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la déclaration préalable délivrée en date du 13/01/2017,
Vu le courrier de Monsieur Leslie ORIOL en date du 13 novembre 2018 demandant le retrait de l'autorisation susvisée,
Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,
Considérant que les travaux de construction n'ont pas commencé,

ARRETE S/N° 2019-118**ARTICLE UNIQUE**

La déclaration préalable est RETIREE pour le projet décrit dans la demande susvisée.



Serge JOP,

Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **27 FEV. 2019**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **04 MARS 2019**

En publication, affichage ou notification le : **05 MARS 2019**

Demande déposée le 30/10/18, complétée le 26/11/2018 et le 17/12/2018.

N° DP 031 506 18 00082

Par :	SARL AFICION
Demeurant à :	9 rue Rene Couzinet 31130 BALMA
Pour :	Modification de façade
Sur un terrain sis :	22 AV AUGUSTIN LABOUILHE BH 180

Destination : Habitation

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la déclaration préalable susvisée,**Vu** l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,**Vu** le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 modifié, le 14 avril 2016 et mis à jour le 1^{er} août 2016,**Vu** le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,**Vu** les demandes de pièces complémentaires en date du 14/11/2018 et du 06/12/2018,**Vu** l'avis favorable assorti de prescription de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) en date du 12/02/2019,**ARRETE S/N° A 2019-117****ARTICLE 1**

La présente déclaration préalable est accordée sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS :

Les éléments en briques seront réalisés à l'aide de briques foraines pleine masse moulées de récupération (type Nagen ou Empeaux), rejointées au mortier de chaux NHL3.5 et sable roux local de finition à fleur de parement.

Les menuiseries reprendront les même dessins, teintes et finitions que le projet initial.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP



Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27 FEV. 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 04 MARS 2019

En publication, affichage ou notification le : 05 MARS 2019

Affichage de l'avis de dépôt de la demande en mairie : 08/11/2019

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.
- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'enselement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à **Monsieur Bendehiba HARRAT**, Conseiller Municipal,
les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 22 février 2019 à 17 heures 30
minutes au 25 février 2019 à 08 heures.

ARRETE S/N° A 2019 - 116

ARTICLE 1

Monsieur Bendehiba HARRAT est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par
empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles,
du 22 février 2019 à 17 heures 30 minutes au 25 février 2019 à 08 heures.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,
est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14 février 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **26 FEV. 2019**

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG00876,
Vu la demande en date du 31/01/2019 du pétitionnaire GRDF sis 16 rue Sébastopol 31000 TOULOUSE représenté par Monsieur Guillaume IRSUTTI concernant des travaux de raccordement de gaz ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise SOTECFLU chargée de leur réalisation, sise 3 impasse de Gascogne 31470 FONTENILLES représentée par Monsieur Patrick QUESADA, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-115

ARTICLE 1

L'intersection entre la rue du Bousquet et la rue de la Pradelle sera fermée à la circulation. Une déviation sera mise en place par la rue du Bousquet, la rue de Lentourville, la Place Jean Bellières, l'Avenue Jean Bellières et la rue de Lalande.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **27 février au 01^{er} mars 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 04/01/2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

**ARRETE PORTANT AUTORISATION
D'INSTALLATION D'ENSEIGNES**

DELIVRE PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 22/02/2019

N° AP 031 506 19 0006

Par :	SARL OPTICAL CENTER - DUOPTIC
Demeurant à :	Rue Danielle CASANOVA 31600 SEYSSES
Représenté par :	Madame Géraldine GAUCHE
Pour :	Installer 2 enseignes parallèles à la façade dont 1 lumineuse pour un total de 26.42 m ²
Sur un terrain sis :	7-9 Avenue de Toulouse 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP Serge en date du 10/03/2017,

Vu la demande d'autorisation préalable susvisée,

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L 581-1 et suivants, relatifs à la publicité, aux pré-enseignes et enseignes,

Vu le règlement Local de Publicité (RLP) approuvé le 13 mars 2003,

CONSIDERANT que l'article R.581-59 du Code de l'Environnement impose que les enseignes lumineuses soient éteintes entre 1 heure et 6 heures, lorsque l'activité signalée a cessé,

ARRETE S/N° A 2019-114**ARTICLE 1**

Le projet décrit dans la demande d'installation d'enseignes est ACCORDE sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS

L'enseigne lumineuse prévue au projet doit être éteinte entre 1 heure et 6 heures, lorsque l'activité signalée a cessé.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

**ARRETE PORTANT AUTORISATION
D'INSTALLATION D'ENSEIGNES**

DELIVRE PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 21/02/19**N° AP 031 506 19 0005**

Par :	SARL PB COLLECTOR SURPLUS HECTOR
Demeurant à :	12 Rue Denis Papin 31240 SAINT-JEAN
Représenté par :	Monsieur Pascal BERTROU
Pour :	Installer 4 enseignes parallèles à la façade et sur cloture pour un total de 7.61 m²
Sur un terrain sis :	3 bis avenue de la Marqueille 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP Serge en date du 10/03/2017,

Vu la demande d'autorisation préalable susvisée,

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L 581-1 et suivants, relatifs à la publicité, aux pré-enseignes et enseignes,

Vu le règlement Local de Publicité (RLP) approuvé le 13 mars 2003,

ARRETE S/N° A 2019-113**ARTICLE 1**

Le projet décrit dans la demande d'installation d'enseignes est ACCORDE.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP



Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T18SOG10304,
Vu la demande en date du 05/12/2018 du pétitionnaire Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole sis 1 Place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représenté par Monsieur Sylvain LATASTE concernant des branchements EP et AEP ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise BAYOL, sise 19 impasse Didier Daurat 31400 TOULOUSE, chargée de leur réalisation, représentée par Monsieur Michaël CASTEX, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-112

ARTICLE 1

La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10. L'alternat ne sera pas mis en place dans le cas où l'entreprise INEO utilise également un alternat sur un chantier située sur la même voie de circulation.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **7 au 11 mars 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie**

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 22/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 22/01/2019 du pétitionnaire SLTP sis 13 rue François Arago 81600 GAILLAC représenté par Monsieur Jérôme AMBERT concernant l'occupation du trottoir au droit du chantier de l'opération CALZEA du promoteur ACANTYS ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-111

ARTICLE 1

Les camions de chantier de l'entreprise SLTP sont autorisés à occuper le trottoir au droit du n°51 de l'Avenue de Toulouse pendant 2 journées maximum sur la totalité de la période. Une signalétique adaptée sera installée au droit des traversées piétonnes les plus proches du chantier sur l'Avenue de Toulouse afin d'indiquer aux piétons de cheminer sur le trottoir en face. La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné pendant 2 journées maximum sur la totalité de la période. L'alternat sera réglé par signaux manuels.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **27 février au 6 mars 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux Travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 22/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG00371,
Vu la demande en date du 21/02/2019 du pétitionnaire Orange sis 41 rue de Soupetard 31500 TOULOUSE représenté par Monsieur Gassama ELHADJI concernant le remplacement d'appuis appartenant à Orange ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise INEO, sise 2 bis Route de Lacourtenourt 31150 FENOUILLET, chargée de leur réalisation, représentée par Monsieur Marcel GIMENEZ, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-110

ARTICLE 1

La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10. L'entreprise INEO est autorisée à occuper les trottoirs du Chemin des Carmes.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **4 au 29 mars 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 22/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T18SOG11291,
Vu la demande en date du 15/02/2019 de la Direction Mobilité Gestion Réseau de Toulouse Métropole sise 2 impasse Alphonse Brémond 31200 TOULOUSE représentée par Madame Emmanuelle SOUDAIS concernant des travaux de télécoms dans le cadre du PUP Pradelle Bousquet ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise LHERM TP chargée de leur réalisation, sise Chemin Dubac 31270 CUGNAUX représentée par Monsieur Michaël MARQUETTE, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-109

ARTICLE 1

L'intersection entre la rue du Bousquet et la rue de la Pradelle sera fermée à la circulation. Une déviation sera mise en place par la rue du Bousquet, la rue de Lentourville, la Place Jean Bellières, l'Avenue Jean Bellières et la rue de Lalande.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **25 février au 22 mars 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 22/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG01626,
Vu la demande en date du 20/02/2019 du Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole, sis 6 rue René Leduc 31505 TOULOUSE, représenté par Monsieur Patrick FRAYSSE, concernant une réfection de voirie ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise LYONNAISE DES EAUX chargée de leur réalisation, sise 11 rue Mercure 31133 BALMA, représentée par Monsieur Alain BOIXEL, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-108

ARTICLE 1

La société LYONNAISE DES EAUX est autorisée à réduire la largeur de voie de circulation.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **27 février au 13 mars 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG01619,
Vu la demande en date du 20/02/2019 du Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole, sis 6 rue René Leduc 31505 TOULOUSE, représenté par Monsieur Patrick FRAYSSE, concernant une réfection de voirie ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise LYONNAISE DES EAUX chargée de leur réalisation, sise 11 rue Mercure 31133 BALMA, représentée par Monsieur Alain BOIXEL, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-107

ARTICLE 1

La société LYONNAISE DES EAUX est autorisée à occuper le trottoir et à réduire la largeur de voie de circulation.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **27 février au 13 mars 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie**

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG00946,
Vu la demande en date du 20/02/2019 du Syndicat Départemental d'Electricité de Haute-Garonne sis 9 rue des Trois Banquets 31000 TOULOUSE représenté par Monsieur Arnaud OLIVIER concernant le déplacement d'un candélabre ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise CITEL chargée de leur réalisation, sise 546 rue Fonfillol ZAC Les Cadaux 81370 SAINT-SULPICE représentée par Monsieur Patrick MOTHES, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-106

ARTICLE 1

La société CITEL est autorisée à occuper l'accotement de la chaussée au droit du n°22 de la rue des Vignes.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **11 au 15 mars 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Demande déposée le 27/07/2018, complétée le 08/11/2018, le 09/01/2019 et le 23/01/2019.

N° PC 031 506 18 00026

Par :	LP PROMOTION ARISTEE
Demeurant à :	25 RUE BAYARD 31000 TOULOUSE
Représenté par :	Monsieur AOUN Pierre
Pour :	Démolition de 2 villas et leurs annexes, construction de 31 villas
Sur un terrain sis :	21-24 AVENUE DE TOULOUSE BV 137, BV 218, BV 85, BV 88

Surface de plancher créée : 2680 m²

Surface de plancher démolie : 660 m²

Nb de logements : 31

Nb de bâtiments : 9

Destination : Habitation

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire valant permis de démolir susvisée pour la démolition de 2 villas et la construction de 31 villas,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1 et suivants et R.421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30/03/2005, révisé le 27/06/2013, modifié le 14/04/2016 et mis à jour le 01/08/2016,

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,

Vu la délibération n° DEL-11-503 du Conseil de Communauté de Toulouse Métropole en date du 21/11/2011, instaurant la taxe d'aménagement sur l'ensemble des communes de Toulouse Métropole, modifiée par la délibération n° DEL-13-870 en date du 7/11/2013,

Vu l'avis favorable de Toulouse Métropole, Direction du Cycle de l'eau, en date du 14/08/2018,

Vu l'avis favorable de Tisséo syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine, en date du 15/10/2018,

Vu l'avis favorable de Toulouse Métropole, Pôle Territorial Est, gestionnaire de la voirie et de l'espace public, en date du 13/09/2018,

Vu l'avis favorable de Toulouse Métropole, domaine service gestion des routes métropolitaines, en date du 23/08/2018,

Vu l'avis favorable d'Enedis avec contribution en date du 28/08/2018,

Vu l'avis technique sur le raccordement électrique de Toulouse Métropole, services urbains mobilités gestion réseaux en date du 10/09/2018,

Vu l'avis favorable du service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Garonne, en date du 19/09/2018,

ARRETE S/N° A 2019-105

ARTICLE 1

Le permis de construire valant permis de démolir est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée pour une puissance de raccordement de 285KVA triphasé, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTION

La collecte des déchets ménagers sera assurée en bordure de l'avenue de Toulouse.

La dotation en bacs roulants sera de :

- 4 bacs de 770 litres et 1 bac de 340 litres pour la collecte des ordures ménagères
- 6 bacs de 660 litres pour la collecte sélective

Le local de stockage / aire de présentation d'une surface minimum de 23m² sera réalisé sur l'unité foncière en bordure de la voie publique. Il devra être clos, éclairé, couvert, ventilé, doté d'un point d'eau et d'un siphon de sol permettant d'entreposer le nombre de bacs roulants nécessaires au stockage des ordures ménagères entre 2 enlèvements consécutifs.

Le principe de stockage des déchets ménagers proposé par le maître d'ouvrage devra répondre aux prescriptions suivantes :

- La plage horaire d'ouverture se situera entre 5H00 et 15H00. Cette plage sera susceptible d'être modifiée en fonction des collectes,
- La largeur des portes sera au minimum de 1.20 mètres,
- Un système magnétique pour maintenir la porte ouverte lors de la collecte devra être prévu.

Un passage bateau ou une bordure sera à prévoir pour permettre une manipulation aisée des conteneurs lors de la collecte.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,



Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 22 FEV. 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

05 MARS 2019

En publication, affichage ou notification le : 05 MARS 2019

Affiche de l'avis de dépôt de la demande en mairie :

08 AOÛT 2018

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 15/02/2019 de la Direction Infrastructures, Travaux, Energie de Toulouse Métropole sise 1 place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représentée par Madame Marie-Laure VRINAT concernant des travaux de voirie dans le cadre du PUP Pradelle Bousquet ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise MALET chargée de leur réalisation, sise 30 Avenue de Larrieu 31081 TOULOUSE représentée par Monsieur Arnaud ATGIE, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-104

ARTICLE 1

L'intersection entre la rue du Bousquet et la rue de la Pradelle sera fermée à la circulation. Une déviation sera mise en place par la rue du Bousquet, la rue de Lentourville, la Place Jean Bellières, l'Avenue Jean Bellières et la rue de Lalande.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **25 février au 22 mars 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie**

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 20/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.2213-40 à R.2213-42,

Vu la demande présentée par **Madame Gisèle ROC épouse PÉLISSIER**,
en vue d'obtenir l'autorisation d'exhumer du dépositaire situé dans le cimetière Ninaret NC I de Saint-Orens de Gameville, case n° 2, le corps de :
- Monsieur Jean-Louis PÉLISSIER, décédé le 31/01/2019

Considérant que Madame Gisèle ROC épouse PÉLISSIER, est le plus proche parent et que les Pompes funèbres Toulousaines (Haute-Garonne) ont été désignées en qualité de mandataire pour la représenter les jour et heure de l'exhumation,

ARRETE S/N° A 2019-103

ARTICLE 1

Autorisons le demandeur à faire procéder à l'exhumation et au transfert du cercueil en vue de sa réinhumation dans la concession n° 160, emplacement T6/4 (T/54) dans le cimetière de Ninaret NCI.

ARTICLE 2

Ces opérations auront lieu le Jeudi 21 février 2019 à 8 heures, en présence du pétitionnaire *ou* de son mandataire.

Les Pompes Funèbres Toulousaines sont habilitées à l'exécution de cette opération.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- A l'intéressée.

Madame Josiane LASSUS PIGAT,

Adjointe au Maire.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : *19 février 2019*

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : *19 février 2019*

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.2213-40 à R.2213-42,

Vu la demande présentée par **Madame Gisèle ROC épouse PÉLISSIER et Monsieur Michel PÉLISSIER**, en vue d'obtenir l'autorisation :

- d'exhumer et de réduire les corps de :

Monsieur **Gabriel GARRIGUES**, décédé le 01/01/1958,

Monsieur **Louis ROC**, décédé le 27/04/1994,

Madame **Germaine ROUGES épouse ROC**, décédée le 01/01/1979,

- d'exhumer le reliquaire contenant les restes mortuaires de :

Monsieur **Pierre ROUGES**, décédé le 01/01/1935

Madame **Marie GARRIGUES épouse ROUGES**, décédée le 01/01/1915

- de reinhumer, les restes mortuaires des 5 personnes nommées ci-dessus dans un même reliquaire, dans le caveau familial situé dans le cimetière Ninaret NC I de Saint-Orens de Gameville, emplacement T6/4 (T/54) concession n° 160.

Considérant que les personnes citées ci-dessus sont les plus proches parents et que les pompes funèbres Toulousaines ont été désignées en qualité de mandataire pour les représenter les jour et heure de l'exhumation,

ARRETE S/N° A 2019-102

ARTICLE 1

Autorisons les demandeurs à faire procéder :

- à l'exhumation des corps en vue de leur réduction,
- à l'exhumation du reliquaire contenant les restes mortuaires,
- à leur réinhumation dans un même reliquaire, dans le caveau familial, emplacement T6/4 (T/54) concession n° 160.

ARTICLE 2

Ces opérations auront lieu le jeudi 21 février 2019 à 8 h, en présence du pétitionnaire *ou* de son mandataire.

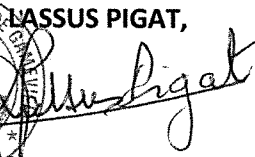
Les pompes funèbres toulousaines sont habilitées à l'exécution de cette opération.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame **Josiane LASSUS PIGAT**,


Adjointe au Maire

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 19 février 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 19 février 2019

En publication, affichage ou notification le :

Demande déposée le 29/11/2018	
Par :	COMMUNE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Demeurant à :	46 AVENUE DE GAMEVILLE 31650 ST ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	Madame Dominique FAURE
Pour :	Extension d'un bâtiment de stockage Aménagement d'un quai de déchargement
Sur un terrain sis :	9 RUE DU PARTANAIS BZ 173

N° PC 031 506 18 00037
Surface de plancher créée : 98 m²
Nb de logements : 0
Nb de bâtiments : 1
Destination : - Service public ou d'intérêt collectif

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée en vue de réaliser l'extension d'un bâtiment de stockage et l'aménagement d'un quai de déchargement,
Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1 et suivants et R.421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30/03/2005, révisé le 27/06/2013, modifié le 14/04/2016 et mis à jour le 01/08/2016,
Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,
Vu le Plan de Prévention des Risques Inondation approuvé le 18/04/2016
Vu la délibération n° DEL-11-503 du Conseil de Communauté de Toulouse Métropole en date du 21/11/2011, instaurant la taxe d'aménagement sur l'ensemble des communes de Toulouse Métropole, modifiée par la délibération n° DEL-13-870 en date du 7/11/2013,
Vu l'avis favorable de Toulouse Métropole, Direction du cycle de l'eau en date du 17/12/2018,
Vu les pièces complémentaires en date du 4/02/2019, du 5/02/2019 et du 6/02/2019,

ARRETE S/N°A 2019-101

ARTICLE 1

Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 22 FEV. 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 28 FEV. 2019

En publication, affichage ou notification le : 28 FEV. 2019

Affichage de l'avis de dépôt de la demande en mairie : 05 DEC. 2018

Observations :

1- Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

2- La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensevelissement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Demande déposée le 22/01/19	
Par :	SCI BARTHERE
Demeurant à :	52 Avenue de Gameville 31650 ST ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	Monsieur BARTHERE Cyrille
Pour :	Transfert de la tranche n°2
Sur un terrain sis :	31 AVENUE DE GAMEVILLE BI 130, BI 131, BI 19, BI 20

N° PC 031 506 18 00014 T01

**Surface de plancher créée transférée : 282m²
Surface de plancher démolie : 280m²**

**Destination :
- Commerce**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de transfert partiel de permis de construire susvisée de la tranche n°2 comprenant la démolition reconstruction de 14 boxes de stationnement,
Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1 et suivants et R.421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30/03/2005, révisé le 27/06/2013, modifié le 14/04/2016 et mis à jour le 01/08/2016,
Vu le permis de construire PC0315061800014 accordé le 26/09/2018 à la SCI SYA 2018 représentée par Monsieur DELBOSC Yannick, pour la démolition d'un logement, la construction d'un restaurant, la démolition et la reconstruction de garages sur un terrain cadastré BI 130/131/19/20, sis 31 avenue de Gameville
Vu la demande en date du 22/01/2019 présentée par la SCI BARTHERE représentée par Monsieur BARTHERE Cyrille, sollicitant le transfert partiel du permis susvisé pour la démolition et la reonstruction de 14 boxes destinés au stationnement,
Vu l'accord au transfert partiel pour la tranche 2 donné en date du 21/01/2019 par Monsieur BELBOSC Yannick représentant la SCI SYA 2018,

ARRETE S/N°A 2019-100


ARTICLE 1

La tranche 2 du permis de construire PC0315061800014, accordé à la SCI SYA 2018 représentée par Monsieur DELBOSC Yannick le 26/09/2018 est TRANSFEREE à la SCI BARTHERE représentée par Monsieur BARTHERE Cyrille.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.


Serge JOP,
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 22 FEV. 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 05 MARS 2019

En publication, affichage ou notification le : 05 MARS 2019

Affichage de l'avis de dépôt de la demande en mairie : 29 JAN. 2019

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 12/02/2019 du pétitionnaire L'Atelier d'Architecture sis 36 Avenue de Gameville 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE représenté par Monsieur Eric PASCALE concernant l'occupation de 4 places de stationnement sur la rue du Centre ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-99

ARTICLE 1

L'occupation de 4 places de stationnement (dont une place réservée aux personnes handicapées) est autorisée afin de permettre la création d'un espace réservé aux véhicules de chantier dédiés aux travaux d'un restaurant et de garages situés aux n°31, 33 et 35 de l'Avenue de Gameville, et l'installation de 2 bungalows de chantier. Pour des raisons de sécurité, cette occupation du domaine public sera entièrement clôturée. Des clôtures sont également mise en place le long des garages des n°33 et 35 de l'Avenue de Gameville. Ces clôtures sont installées de façon à ne pas dégrader, en cas de vent, les véhicules stationnant sur le parking situé le long de la salle du Lauragais.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **18 février au 31 juillet 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 18/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à :

Monsieur Jean-Claude PIONNIÉ

Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil pour la célébration du mariage du 20 avril 2019 à 17 heures, entre :

Madame Hélène, Jeanne, Emilie LANEFREDE et Monsieur Jérôme, Daniel PIONNIÉ.

ARRETE S/N° A 2019-98

ARTICLE 1

Monsieur Jean-Claude PIONNIÉ est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjointes, aux fonctions d'Officier de l'Etat Civil pour la célébration du mariage du 20 avril 2019 à 17 heures, entre Madame Hélène, Jeanne, Emilie LANEFREDE et Monsieur Jérôme, Daniel PIONNIÉ.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Saint-Orens de Gameville, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- A l'intéressé.

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 18 février 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **01 MARS 2019**

En publication, affichage ou notification le :

DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à :

Monsieur Marc DEL BORRELLO
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil pour la célébration du mariage du 20 avril 2019 à 14 heures 30 minutes, entre :
Madame Justine, Tatiana KONAN et Monsieur Vincent, Noël DEL BORRELLO.

ARRETE S/N° A 2019-97**ARTICLE 1**

Monsieur Marc DEL BORRELLO est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjointes, aux fonctions d'Officier de l'Etat Civil pour la célébration du mariage du 20 avril 2019 à 14 heures et 30 minutes, entre Madame Justine, Tatiana KONAN et Monsieur Vincent, Noël DEL BORRELLO.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Saint-Orens de Gameville, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- A l'intéressé.

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique LAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 18 février 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **01 MARS 2019**

En publication, affichage ou notification le :

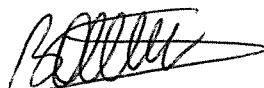
Madame le Maire,

Je soussigné, Madame Séverine BOULET, présidente, de l'association Ecole Maternelle du Corail, domiciliée 23, avenue des Améthystes, 31650 Saint-Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, à l'Espace Lauragais, 2, rue des Sports à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du Loto de l'école du Corail :

- Le dimanche 17 mars 2019, de 12H00 à 20H00.

Nom et signature de l'intéressé :

Mme BOULET



Le 22/02/2019

ARRETE S/N° A 2019-96

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal numéro 2017-87 du 10 mars 2017 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de logement, de sécurité, de prévention, de communication, du protocole, de la défense, des anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 08 février 2019, par Madame Séverine BOULET, présidente, de l'association Ecole Maternelle du Corail, domiciliée 23, avenue des Améthystes, 31650 Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 1 :

Madame Séverine BOULET, présidente, de l'association Ecole Maternelle du Corail, domiciliée 23, avenue des Améthystes, 31650 Saint-Orens de Gameville, est autorisée à établir un débit de boisson temporaire, à l'Espace Lauragais, 2, rue des Sports à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du Loto de l'école du Corail :

- Le dimanche 17 mars 2019, de 12H00 à 20H00.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Madame le Maire de Saint-Orens,
Par délégation JOP
Adjoint au Maire**



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14 février 2019.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :

Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocoles,
Défense et Anciens combattants

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG01639,
Vu la demande en date du 12/02/2019 du pétitionnaire ENEDIS MOAR sis 34 Boulevard du Général Decrouette 31100 TOULOUSE représenté par Monsieur Sébastien JALADE concernant des travaux de raccordement électrique ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise DEBELEC, sise Rue Jouffroy d'Abbans 11000 CARCASSONNE, chargée de leur réalisation, représentée par Madame Patricia LOUNNAS, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-95

ARTICLE 1

L'entreprise DEBELEC est autorisée à occuper le bord de la chaussée sur l'Avenue de Revel en conservant le double sens de circulation.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **1^{er} au 15 avril 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 15/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L-1311-1 et L.2144-3,
VU le Code Général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1
et suivants et L.2125-1,

VU la demande du Cirque ALBARON représenté par Mr Simon ALBARON, domicilié Poste
Restante – 30650 Saze,

VU l'état des lieux de la place publique Jean Bellières,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Etienne LOURME,
adjoint au maire, portant le numéro 24174 du 2 juin 2015,

Considérant que l'activité envisagée n'est pas contraire aux intérêts des usagers.

ARRÊTÉ S/N° 2019 - 94

ARTICLE 1

Il est accordé au pétitionnaire une autorisation d'occupation du domaine public communal sur le
parking gravier du centre culturel Altigone en contrebas de la buvette des Chênes pour
l'installation d'un cirque.

**DU SAMEDI 23 FÉVRIER (6h00) AU
JEUDI 28 FÉVRIER 2019 (18h00)**

ARTICLE 2

L'occupation du domaine public donnera lieu au règlement d'un droit de place dont le montant a
été fixé par délibération du Conseil Municipal en date du 7 février 2002.

ARTICLE 3

La présente autorisation est strictement personnelle, ne peut être cédée et le titulaire de
l'autorisation restera responsable des conséquences de ladite occupation.

ARTICLE 4

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité à la première
réquisition de l'administration. S'il y a lieu, elle pourra faire l'objet de poursuites pour
contravention de grande voirie.

ARTICLE 5

La présente autorisation est accordée du samedi 23 février (6h00) au jeudi 28 février (18h00)
2019 sur le terrain situé en contrebas de la buvette de la place Bellières à Saint-Orens de
Gameville. Sa durée ne saurait en aucun cas dépasser la date fixée et l'occupation de plein droit à
l'issue de la période autorisée.

ARTICLE 6

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7

Le pétitionnaire sera tenu, en outre, de se conformer à toutes les prescriptions générales ou particulières, existantes, ou à venir sur la gestion du domaine public qui pourraient lui être ordonnées par les agents de l'Etat ou de la Commune. L'inobservation de ces prescriptions pourra entraîner la résiliation de la présente autorisation.

Les agents de l'Etat ou de la Commune auront constamment libre accès à l'emprise faisant l'objet de la présente autorisation.

ARTICLE 8

Sans préjudice des prescriptions légales ou réglementaires, il est rappelé au pétitionnaire qu'il devra impérativement :

- Mettre scrupuleusement en œuvre les moyens prévus pour la sécurité lors et en dehors des représentations programmées,

En cas d'accident le pétitionnaire devra être en mesure de contacter les secours par tout moyen à sa disposition et par ailleurs être en mesure de les accueillir en maintenant une voie libre de 4m de large et 3.5m de hauteur,

- Respecter strictement les règles de sécurité liées à la pratique de ses activités,
- Organiser la circulation et le stationnement de ses véhicules et de ceux du public afin d'éviter toute gêne et toute difficulté pour les riverains et autres usagers concernés,
- Veiller à ne pas déranger les riverains avec des nuisances sonores,
- Rétablir les lieux et leurs abords dans leur état primitif en fin d'occupation.

Un procès-verbal sera dressé par les agents assermentés en cas d'infraction.

ARTICLE 9

La présente autorisation n'est pas constitutive de droits réels, en application des articles L.2122-2 et 3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARTICLE 10

Le présent arrêté devra être affiché sur site pendant toute la durée de son application.

ARTICLE 11


Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.
Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 12

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS.
- au pétitionnaire

Etienne LOURME
Adjoint au Maire


Travaux, Voirie,
Entretien des bâtiments publics,
Réseaux et Cimetières

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14 février 2019,

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 15.02.2019

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG01187,
Vu la demande en date du 07/02/2019 du pétitionnaire Orange sis 100 Chemin de Gabardie 31200 TOULOUSE représenté par Monsieur GENTIL concernant un carottage pour un diagnostic amiante ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise DEKRA, sise Immeuble Aurélien 29, Avenue J.F. Champollion 31037 TOULOUSE, chargée de leur réalisation, représentée par Monsieur Guillaume SALAFIA, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-93

ARTICLE 1

L'entreprise DEKRA est autorisée à occuper le trottoir et à réduire la largeur de voie de circulation entre le n°33 et le n°35 de l'Avenue de Gameville.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **18 au 22 février 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 15/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 22/01/2019 du pétitionnaire SLTP sis 13 rue François Arago 81600 GAILLAC représenté par Monsieur Jérôme AMBERT concernant l'occupation du trottoir au droit du chantier de l'opération CALZEA du promoteur ACANTYS ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-92

ARTICLE 1

Dans le cadre de travaux de terrassement en pleine masse pour la création d'un parking souterrain et afin de permettre la manœuvre des camions de chantier, l'occupation du trottoir est autorisée de façon épisodique au droit du chantier situé au n°51 de l'Avenue de Toulouse. Une signalétique adaptée sera installée au droit des traversées piétonnes les plus proches du chantier sur l'Avenue de Toulouse afin d'indiquer aux piétons de cheminer sur le trottoir en face.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **20 février au 15 mars 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 19/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 13/02/2019 de la société EIFFAGE sise ZI de la Madeleine 31132 BALMA représentée par Monsieur Vincent BROCHARD concernant l'installation d'un stock lié au chantier de l'opération « Cœur de Ville » ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-91

ARTICLE 1

La société EIFFAGE est autorisée à occuper 4 places de stationnement du parking situé sur la rue du Centre au droit de la face nord-est de la salle du Lauragais ainsi que le trottoir situé entre la salle du Lauragais et ces 4 places. Un barriérage entourant l'emprise du stock de chantier permettra de sécuriser le cheminement des piétons et la circulation des véhicules sur le parking.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

La modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté aura lieu du 25 février au 29 mars 2019.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie**


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 13/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 13/02/2019 de la Direction Infrastructures, Travaux, Energie de Toulouse Métropole sise 1 place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représentée par Madame Marie-Laure VRINAT concernant la première phase de travaux du réaménagement du Cœur de Ville ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise EIFFAGE chargée de leur réalisation, sise ZI de la Madeleine 31132 BALMA représentée par Monsieur Vincent BROCHARD, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-90

ARTICLE 1

La rue du Centre sera fermée à la circulation à partir de l'intersection avec la rue des Sports sur un linéaire de 50 mètres. Une déviation sera mise en place d'une part par l'Avenue de Gameville, l'Avenue Augustin Labouilhe, la rue des Mûriers et la rue des Chasselas et d'autre part par la rue des Sports et la rue des Chasselas.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **25 février au 22 mars 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie**


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 13/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 13/02/2019 de la Direction Infrastructures, Travaux, Energie de Toulouse Métropole sise 1 place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représentée par Madame Marie-Laure VRINAT concernant la deuxième phase de travaux du réaménagement du Cœur de Ville ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise EIFFAGE chargée de leur réalisation, sise ZI de la Madeleine 31132 BALMA représentée par Monsieur Vincent BROCHARD, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-89

ARTICLE 1

La société EIFFAGE est autorisée à occuper la totalité du parking situé sur la rue du Centre au droit des n°31 et 33 de l'Avenue de Gameville.

ARTICLE 2

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

La modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté aura lieu du **13 février au 29 mars 2019**.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie**


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 13/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

**ARRETE MUNICIPAL PERMANENT
PORTANT INSTAURATION D'UNE
INTERDICTION DE TOURNER A GAUCHE,
EN AGGLOMERATION**

Le Maire de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8 et R 411-25 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I – 4^{ème} partie – signalisation de prescription – approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 et modifiée le 6 novembre 1992 ;

Considérant que par mesure de sécurité sur les voies inter communales en agglomération, il convient de prévenir les accidents de la circulation aux intersections.

ARRETE S/N° A 2019-88**ARTICLE 1:**

L'arrêté n° 2017-165 du 9 mai 2017 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Est instaurée, aux intersections des voies inter communales désignées, en agglomération, une interdiction de tourner à gauche pour les usagers.

ARTICLE 3 :

La signalisation réglementaire correspondante de type B2a conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle – quatrième partie – signalisation de prescription – sera mise en place, implantée et entretenue par la Communauté Urbaine Toulouse Métropole définis ci-dessous.

LIEUX
Intersection avenue de Toulouse / rue de Sicard pour les plus de 5T sauf services et transport en commun
Intersection avenue Augustin Labouilhe / Rue de Nazan (venant du rond-point de Gameville > rond-point Augustin Labouilhe)
Intersection avenue des Pyrénées / Avenue Louis Couderc
05, avenue des Pyrénées avant intersection Avenue Louis Couderc
Route de Revel face au bâtiment Président situé rue des Lauriers
Intersection route de Revel / Rue des Lauriers (Venant du rond-point de Gameville > rond-point Pierre Paul Riquet)
Allée de Tardieu via route de Revel
Route de Revel face au bâtiment du 02, rue des Lauriers
Intersection route de Revel (RD2) via Allée de Tardieu
Intersection avenue du lycée / rue des Lauriers
Intersection rue des Muriers / avenue de Gameville
Intersection avenue de Gameville / rue des Muriers
Intersection avenue des Améthystes / desserte groupe scolaire Corail
Intersection rue de Fondargent / avenue de Toulouse
Intersection avenue Augustin Labouilhe / Impasse Dordac (venant du rond-point de Gameville > rond-point Augustin Labouilhe)
Intersection rue du Palais / avenue de Gameville
Intersection rue de Lalande/ rue de la Pradelle

ARTICLE 4 :

Les dispositions définies par l'article 2 prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 8

Madame le Maire de la commune de Saint-Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale de la Haute-Garonne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 9

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Chef du Centre de Secours Principal des Sapeurs-Pompiers de Ramonville Saint-Agne.

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le 12 février 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 27 FFV. 2019

En publication, affichage ou notification le : 27 FEV. 2019

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 01/02/2019 du pétitionnaire NT BATIMENT sis 8 Impasse des Métiers 31140 PECHBONNIEU concernant l'installation d'une grue sur le chantier du promoteur PROCIVIS ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-87

ARTICLE 1

Afin de permettre le stationnement d'une grue mobile utilisée pour le montage d'une grue fixe sur le chantier du promoteur PROCIVIS, la rue du Chasselas sera fermée à la circulation entre l'intersection avec la rue des Mûriers et l'intersection avec la rue du Centre excepté pour les riverains. Une déviation sera mise en place par la rue des Sports, la rue de Nazan et l'Avenue Augustin Labouilhe. La durée de l'intervention ne dépassera pas une journée complète.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **25 au 26 février 2019**.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie**

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 12/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 12/02/2019 de l'entreprise AGRI SUD-OUEST, sise Faudouas 81300 GRAULHET, représentée par Monsieur BONNAFOUS, concernant deux dessouchages ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-86

ARTICLE 1

Pour une durée maximale de 2 heures sur un créneau horaire situé entre 10h00 et 15h00, la circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10.

ARTICLE 2

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

La modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté aura lieu le **13 février 2019**.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 12/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG00360,
Vu la demande en date du 11/01/2019 du Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole sis 1 place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représenté par Monsieur Sylvain LATASTE concernant des travaux de branchement EU, EP, AEP ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise BAYOL chargée de leur réalisation, sise 19 Impasse Didier 31400 TOULOUSE représentée par Monsieur Michael CASTEX, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-85

ARTICLE 1

Entre l'intersection avec l'Avenue de Toulouse et l'intersection avec la rue des Genêts, la rue de Sicard sera fermée à la circulation excepté pour les riverains. Des déviations seront mises en place, d'une part, par la rue des Genêts, la rue Béatrice et l'Avenue de Gameville, d'autre part, par l'Avenue de Toulouse, la rue du Vallon et l'Avenue de la Marqueille.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **25 février au 08 mars 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 12/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification, le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 11/02/2019 du pétitionnaire CIRCET sis 16 Chemin de la Chasse 31770 COLOIMIERES représenté par Monsieur Guillaume SOUSTELLE concernant le stationnement d'une nacelle ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-84

ARTICLE 1

Afin d'accéder aux antennes de l'opérateur SFR sur le château d'eau, la société CIRCET est autorisée à occuper les places de stationnement en face du n°7 de la Place de la Poste ainsi que le trottoir.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu le **12 février 2019**.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG01080,
Vu la demande en date du 30/01/2019 du pétitionnaire ENEDIS MOAR sis 34 Boulevard du Général Decrouette 31100 TOULOUSE représenté par Monsieur Cédric EYCHENNE concernant des travaux de branchement électrique ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise DEBELEC, sise Rue Jouffroy d'Abbans 11000 CARCASSONNE, chargée de leur réalisation, représentée par Madame Patricia LOUNNAS, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-83

ARTICLE 1

La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10. L'entreprise DEBELEC est autorisée à occuper le trottoir au droit des n°23, 25 et 27 de la rue des Chanterelles.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **19 mars au 02 avril 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG01221,
Vu la demande en date du 04/02/2019 du pétitionnaire ENEDIS MAINTENANCE sis 106 rue des Troènes 31019 TOULOUSE représenté par Monsieur Maxime PERAL concernant un terrassement sur trottoir pour le remplacement d'un câble hors service ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise INEO SUEZ, sise 16 Avenue Claude-Marie Perroud, chargée de leur réalisation, représentée par Monsieur Fabrice BERENGER, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-82

ARTICLE 1

L'entreprise INEO SUEZ est autorisée à occuper le trottoir au droit du n°7 de la rue des Aigues Marines et la liaison piétonne entre la rue des Aigues Marines et la rue des Emeraudes.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **04 au 08 mars 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie**


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T18SOG10036,
Vu la demande en date du 11/02/2019 du pétitionnaire BOUYGUES E&S, sis 1 Allée de Longueterre 31850 MONTRABE, représenté par Monsieur Thomas BRUNET concernant une réfection de chaussée ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise MALET chargée de leur réalisation, sise 97 bis Chemin de Gabardie 31200 TOULOUSE, représentée par Monsieur Julien RIEU, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-81

ARTICLE 1

Entre les intersections avec la rue des Alisiers et la rue du Bousquet, la rue de Lentourville sera fermée à la circulation pendant un après-midi. Une déviation sera mise en place par la rue des Alisiers et la rue du Bousquet.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu le **13 février 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le : 11/02/2019

Les documents sont produits par Fabrégue imprimeur adhérent IMPRIM'VERT®

Mod. 540330 - 09/10 Fabrégue duo

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 08/02/2019 de la société TANIN O RINTINTIN sise Lieu-dit Fournezy 81500 TEULAT concernant le stationnement d'un camion sur le domaine public ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-80

ARTICLE 1

La société TANIN O RINTINTIN est autorisée à occuper le domaine public au droit du n°23 de la rue des Chanterelles dans le cadre d'un enlèvement de déchets verts.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

La modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté aura lieu le **22 février 2019**.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 01/02/2019 du pétitionnaire Toulouse Métropole – Direction ITE sis 1 Place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représenté par Madame Marie-Laure VRINAT concernant des travaux de voirie ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise MALET, sise 30 Avenue de Larrieu 31100 TOULOUSE, chargée de leur réalisation, représentée par Monsieur Arnaud ATGIE, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-79

ARTICLE 1

Entre la rue du Bousquet et la rue de la Pradelle, la circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10. Le chemin du Bousquet sera fermé à la circulation excepté pour les engins de chantier de l'opération de construction de logements du promoteur NEXITY et les riverains du Chemin du Bousquet sur la commune de Labège.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **11 au 22 février 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 07/02/2019 du pétitionnaire GS CONSTRUCTION sis 8 Impasse de Ratalens 31240 SAINT-JEAN concernant l'installation d'une grue sur le chantier SMARTLANE ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-78

ARTICLE 1

Afin de permettre l'installation d'une grue sur le chantier SMARTLANE, la rue du Tucard sera fermée à la circulation entre l'intersection avec la rue André Grèzes et l'intersection avec la rue du Pastel. Une déviation sera mise en place par la rue André Grèzes et la rue du Pastel.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **19 au 20 février 2019**.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 01/02/2019 du pétitionnaire LOCNACELLE 2 Avenue Léon Jouhaux 31140 SAINT-ALBAN représenté par Monsieur Jonathan DUCOURET concernant le stationnement d'une nacelle ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-77

ARTICLE 1

Afin d'accéder aux antennes du château d'eau, la société LOCNACELLE est autorisée à occuper la chaussée à proximité du château d'eau, près de l'intersection avec l'Avenue du Coustou et la place de la Poste en maintenant la circulation à sens unique. La société LOCNACELLE est également autorisée à occuper les places de stationnement situées en face des n°6 et 8 de la Place de la Poste.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu le **27 février 2019**.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 08/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 07/02/2019 du pétitionnaire AUX DEMENAGEURS MEDITERRANEENS sis 241 Avenue de Digne 83087 TOULON concernant le stationnement d'un camion de déménagement ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-76

ARTICLE 1

Le stationnement d'un camion de déménagement est autorisé sur les places de stationnement longitudinales et sur une partie du trottoir au droit du n°21 de la rue des Lauriers.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu le **12 février 2019**.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie**


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 08/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 04/02/2019 du pétitionnaire Monsieur Thomas LACAVE sis 1 rue du Moulin 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE concernant le dépôt d'une benne ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-75

ARTICLE 1

La pose d'une benne est autorisée sur deux places de stationnement situées sur le parking en zone bleue de la rue du Moulin.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **15 au 19 février 2019**.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie**


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 08/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 04/02/2019 du pétitionnaire CIRCET sis 16 Chemin de la Chasse 31770 COLOIMIERS représenté par Monsieur Guillaume SOUSTELLE concernant le stationnement d'une nacelle ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-73

ARTICLE 1

Afin d'accéder aux antennes de l'opérateur SFR sur le château d'eau, la société CIRCET est autorisée à occuper les places de stationnement en face du n°7 de la Place de la Poste ainsi que le trottoir.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu le **11 février 2019**.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie**


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 08/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 07/02/2019 de l'entreprise COLAS, sise 572 Chemin des Agriès 31860 LABARTHE SUR LEZE, représentée par Monsieur Henri PIREs, concernant des travaux de réfection de trottoir ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-72

ARTICLE 1

Pour une durée maximale d'une journée, entre 9h00 et 16h00, la circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10. L'entreprise COLAS est autorisée à occuper le trottoir.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

La modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté aura lieu du **11 au 15 février 2019**.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 07/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 31/01/2019 de l'entreprise AGRI SUD-OUEST, sise Faudouas 81300 GRAULHET, représentée par Monsieur BONNAFOUS, concernant deux dessouchages ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-71

ARTICLE 1

Pour une durée maximale de 2 heures sur un créneau horaire situé entre 10h00 et 15h00, la circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10.

ARTICLE 2

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

La modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté aura lieu le **8 février 2019**.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 07/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

**ARRETÉ MUNICIPAL
TEMPORAIRE PORTANT
INTERDICTION D'UTILISATION
DE TERRAINS DE SPORTS**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 7 janvier 1983,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4,
Vu le rapport du Service des Espaces Sportifs exposant la nécessité d'interdire les entraînements et les matches de Football et de Rugby, sur les terrains engazonnés du complexe Gustave Plantade (rue des Sports) et Armelle Auclair (chemin de Monfalcou),
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 23084 du 18 avril 2014, accordée à Monsieur André PUIS, conseiller municipal ;

Considérant qu'en raison de la fragilité structurelle des pelouses et des mauvaises conditions climatiques, il y a lieu d'interdire momentanément l'utilisation des terrains de sports engazonnés,

ARRETE S/N° A 2019-70

ARTICLE 1

L'utilisation des terrains engazonnés Honneur football, honneur rugby, herbe 2 et Armelle Auclair sera interdite pour les matches et les entraînements :

Du vendredi 8 février 2019 6h00 au lundi 11 février 2019 6h00

ARTICLE 2

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Monsieur le Directeur Général des Services de Saint-Orens,
- Monsieur le Président de Saint-Orens Football-Club,
- Monsieur le Président du Stade Saint-Orennais XV,
- Monsieur le Chef de poste de la Police Municipale de Saint-Orens
- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

André PUIS
Conseiller Municipal
Délégué

Monsieur André PUIS,

Conseiller municipal délégué aux Sports

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 07/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la LOI n° 2016-1048 du 1er août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales,

Vu le décret n°2018-343 du 9 mai 2018 portant création du traitement automatisé de données à caractère personnel permettant la gestion du répertoire électoral unique et notamment son article 4,

Vu la circulaire du 21 novembre 2018 relative à la tenue des listes électorales,

Considérant qu'il y a lieu de désigner pour la commune de Saint-Orens de Gameville les personnes habilitées à accéder au système de gestion du Répertoire Electoral Unique (REU),

ARRETE S/N° A 2019-69

ARTICLE 1

Les personnes désignées ci-après sont habilitées à se connecter au portail de gestion du Répertoire Electoral Unique géré par l'INSEE :

- Hélène BOUSCARY,
- Séverine DIGNAC,
- Sophie HIMEUR,
- Marjorie HOUSSAIS,
- Marie-Line THERON.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressées.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité.

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 15 février 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 25 février 2019

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L 2122-19 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la LOI n° 2016-1048 du 1er août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales

Vu la circulaire du 21 novembre 2018 relative à la tenue des listes électorales

Considérant que Madame le Maire pour une bonne gestion des listes électorales, décide de déléguer aux fonctions de Directeur Général des Services, de Directrice Générale Adjointe, de Responsable de service, les décisions de radiations et d'inscriptions sur les listes de la commune.

ARRETE S/N° A 2019-68

ARTICLE 1

Délégation de signature est donnée à Monsieur Thierry GUSSE, Directeur Général des Services, à Madame Virginie DAVID, Directrice Générale Adjointe et à Madame Sophie HIMEUR, Responsable du service Affaires Générales, pour :

- les décisions d'inscriptions et radiations des listes électorales relevant de la compétence du Maire à compter du 1^{er} janvier 2019.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

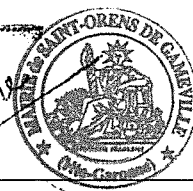
- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Ampliation du présent arrêté sera faite à Monsieur le Receveur des Finances de Toulouse Municipale.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité.

Madame le Maire de Saint-Orens,

Dominique FAURE



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 15 février 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 25 février 2019

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG00801,
Vu la demande en date du 16/01/2019 du pétitionnaire GRDF sis 16 rue Sébastopol 31000 TOULOUSE représenté par Monsieur Christian VITAL concernant la création d'une liaison pour la protection cathodique du réseau gaz avec pose d'un coffret ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise C&M chargée de leur réalisation, sise 6 rue des Hauts Musats 89100 SENS représentée par Monsieur Olivier VANACKERE, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-66

ARTICLE 1

L'entreprise C1M est autorisée à occuper le trottoir et réduire la largeur de voie de circulation.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **07 au 11 février 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 07/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 05/02/2019 du pétitionnaire MISSIONS BAT 31, sis 1 Avenue Gutenberg 31120 PORTET-SUR-GARONNE, représenté par Monsieur Adrien CANTRAINNE, concernant le montage d'une grue à tour ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-65

ARTICLE 1

La société MISSIONS BAT 31 est autorisée à installer une base vie de chantier (réfectoire, vestiaires et salle de réunion) sur une longueur de 12 mètres sur le domaine public de la rue Béatrice au droit du chantier situé au n° 51 de l'Avenue de Toulouse. L'escalier menant à la salle de réunion, situé en limite de propriété, et les fenêtres des bungalows de chantier donneront sur la parcelle du chantier. Le trottoir situé le long de la propriété du n°29 de la rue Béatrice sera libre d'accès. La base vie de chantier sera entièrement clôturée. Aucun accès véhicule, piéton ou stationnement lié au chantier du n°51 Avenue de Toulouse ne se fera par la rue Béatrice.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **16 février au 31 août 2019**.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 06/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 17/01/2019 du pétitionnaire MISSIONS BAT 31, sis 1 Avenue Gutenberg 31120 PORTET-SUR-GARONNE, représenté par Monsieur Adrien CANTRAINNE, concernant le montage d'une grue à tour ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-64

ARTICLE 1

La société MISSIONS BAT 31 est autorisée à stationner une grue mobile sur le domaine public de la rue Béatrice au droit du chantier situé au n° 51 de l'Avenue de Toulouse.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu le **15 février 2019**.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie**


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 06/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T18SOG06057,
Vu la demande en date du 06/02/2019 du Syndicat Départemental d'Electricité de Haute-Garonne sis 9 rue des Trois Banquets 31000 TOULOUSE représenté par Monsieur Arnaud OLIVIER concernant des travaux sur le réseau d'éclairage public ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ENGIE INEO chargée de leur réalisation, sise 15 chemin de la Chasse 31771 COLOMIERS représentée par Monsieur Cédric SALVIGNAC, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-63

ARTICLE 1

La rue du Centre sera fermée à la circulation à partir de l'intersection avec la rue des Sports sur un linéaire de 50 mètres. Une déviation sera mise en place par l'Avenue de Gameville, l'Avenue Augustin Labouilhe, la rue des Mûriers et la rue des Chasselas.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **18 février au 1er mars 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 06/02/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Madame le Maire,

Je soussigné, Madame Sophie LACROIX, présidente, de l'association Roller Skating Saint Orens, domiciliée 42, avenue Augustin Labouilhe, 31650 Saint-Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, au Gymnase P.P. Riquet, avenue du Lycée à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion de La Coupe des Lutins :

- Le dimanche 24 mars 2019, de 08H00 à 23H59.

Nom et signature de l'intéressé : **FABRE Carine**



Le 27-2-19.....

ARRETE S/N° A 2019-62

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal numéro 2017-87 du 10 mars 2017 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de logement, de sécurité, de prévention, de communication, du protocole, de la défense, des anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 04 février 2019, par Madame Sophie LACROIX, présidente, de l'association Roller Skating Saint Orens, domiciliée 42, avenue Augustin Labouilhe, 31650 Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 1 :

Madame Sophie LACROIX, présidente, de l'association Roller Skating Saint Orens, domiciliée 42, avenue Augustin Labouilhe, 31650 Saint-Orens de Gameville, est autorisée à établir un débit de boisson temporaire, au Gymnase P.P. Riquet, avenue du Lycée à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion de La Coupe des Lutins :

- Le dimanche 24 mars 2019, de 08H00 à 23H59.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Madame le Maire de Saint-Orens,
Par délégation,**
Serge JOP
Adjoint au Maire



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 06 février 2019.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :

Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants

ARRETÉ MUNICIPAL PORTANT FERMETURE TEMPORAIRE DE L'AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DE MONPAPOU

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-1 et suivants ;

Considérant la demande de fermeture de l'aire d'accueil des Gens du Voyage formulée par Toulouse Métropole qui exerce la compétence,

Considérant qu'en l'absence de transfert des pouvoirs de police du Maire au Président de Toulouse Métropole, il convient de prendre un arrêté municipal portant fermeture temporaire de l'aire d'accueil des Gens du Voyage ;

ARRETE S/N° A 2019-61

ARTICLE 1

L'aire d'accueil des Gens du Voyage, située chemin de Monpapou à Saint-Orens de Gameville, sera fermée du lundi 12 août 2019 à 12h00 au lundi 2 septembre 2019 à 9h00.

ARTICLE 2

Le Maire de Saint-Orens, la Police Municipale et le Commandant de la brigade autonome de Gendarmerie de Saint-Orens sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera remise à :

- Monsieur le Préfet
- Toulouse Métropole, compétent en matière d'accueil des Gens du Voyage

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera affiché à l'entrée de l'aire d'accueil des Gens du Voyage – chemin de Monpapou à Saint-Orens et inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie.

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : - 6 FEV. 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : - 6 FEV. 2019

En publication, affichage ou notification le : --- 6-FEV. 2019

Le Maire de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Vu la Loi n°82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales;

Vu la Loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2213-1 et suivants;

Vu le Code de la route et notamment ses articles R.110-1 et suivants, R.411-2, R.411-8 et R.411-25 à 28;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre 1 – 5^{ème} partie - signalisation d'indication et des services – approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié;

Vu l'arrêté municipal N° A 2019-60 en date du 13 décembre 2018, portant réglementation de la circulation « Limites d'agglomération »;

CONSIDERANT qu'il convient d'intégrer le lieu-dit « Cayras » aux zones agglomérées de la commune.

CONSIDERANT qu'il convient de fixer les limites de l'agglomération de Saint-Orens de Gameville par un arrêté unique, abrogeant les précédents portant sur le même objet.

ARRETE S/N° A 2019-60

ARTICLE 1 :

L'arrêté municipal portant le numéro N° A 2018-646 du 13 décembre 2018, est abrogé et remplacé par le présent arrêté:

ARTICLE 2 :

Les limites de l'agglomération de Saint-Orens de Gameville, au sens de l'article R.110-2 du Code de la route, sont fixées comme définies dans le tableau suivant :

ARTICLE 3 :

La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5^{ème} partie - signalisation d'indication - sera mise en place, implantée et entretenue par les services de Toulouse Métropole.

Désignations	Voies	Points de repères des panneaux d'agglomérations
RD2	Du rond-point avenue de Toulouse (limite communale de Toulouse) à la limite communale d'Auzielle.	Entre le P.R.29+004 et le P.R.33+300
RD2c	De son intersection avec la RD2 au niveau du rond-point du Sidobre à la limite communale du ruisseau dit de « Nicol » (limite communale d'Auzielle).	Entre le P.R.0 +000 et le P.R.2+895
RD54	De l'intersection avec le chemin des Tuileries (limite communale de Toulouse) au Chemin de Bordeneuve (limite communale de Lauzerville).	Entre le P.R. 0+650 et le P.R.1+550
	Hameau de Cayras.	Entre le P.R.2+147 et le P.R.3+100
	De l'intersection avec le chemin des Tuileries (limite communale de Toulouse) au chemin du Caoussé.	Entre le P.R.0+650 et le P.R.1+550
RD57	Du ruisseau dit de la Saune (limite communale de Quint-Fonsegrives) à la limite communale de Labège avec le chemin rural d'En Couderc.	Entre le P.R.5+002 et le P.R.6+625
	Hameau de Cayras.	Entre le P.R.7+534 et le P.R.7+960
RD57b	De l'intersection avec les avenues de Toulouse et Gameville (RD2) à la limite communale de Labège.	Entre le P.R.0+000 et le P.R.1+616
RD94b	De l'intersection avec la route de Revel (RD2) au ruisseau dit du « Tricou » située Chemin de Piailles (limite communale d'Escalquens).	Entre le P.R.1+361 et le P.R.1+722

ARTICLE 4 :

Les dispositions définies par l'article 2 du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus.

ARTICLE 5 :

Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse-68, rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté sera affiché et publié au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée aux intéressés.

ARTICLE 7 :

Madame le Maire de la commune de Saint-Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale de la Haute-Garonne, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 01 février 2019.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :



ARRETE MUNICIPAL PERMANENT PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION DE TOUS TYPES DE VEHICULES SUR LE CHEMIN DES TUILERIES Désignation du périmètre d'une zone 30km/h en agglomération

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE.

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2212-1 et suivants, L.2213-1 et suivants;

VU le Code de la route, et notamment ses articles R.110-2, R.411-4 et R.411-25, R.413-1 à R.413-6;

VU le décret n° 2008-754 du 30 juillet 2008 portant diverses dispositions de sécurité routière;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié, et l'instruction interministérielle de la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977;

CONSIDERANT la nécessité de réglementer la circulation des véhicules sur le chemin des Tuileries, situé en agglomération, entre le chemin de Monfalcou et la limite communal de Toulouse, compte tenu de son gabarit et des activités de loisirs.

ARRETE S/N° A 2019-59

ARTICLE 1 :

La vitesse de circulation des véhicules sur le chemin des Tuileries sera limitée à 30km/h.

ARTICLE 2 :

La signalisation réglementaire correspondante verticale et/ou horizontale, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sera mise en place, implantée et entretenue par Toulouse Métropole.

ARTICLE 3 :

Les dispositions définies par l'article 2 prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 4 :

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 :

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse, 68, rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet.
- Aux intéressés.

ARTICLE 7 :

Le Maire de la Commune de Saint-Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale de la Haute-Garonne, Toulouse Métropole, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Madame le Maire de Saint-Orens,

Dominique PAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 01 février 2019.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE
L'ORGANISATION DE LA CREMATION
DU ROI CARNAVAL
DIMANCHE 17 FÉVRIER 2019**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

VU l'article L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la demande de l'association Amicale Laïque, domiciliée 19, avenue de Gameville – 31650 SAINT-ORENS, représentée par son président, Monsieur HIARD Laurent, souhaitant organiser la crémation du Roi Carnaval sur le terrain situé en contrebas du bâtiment de la buvette de la Place Bellières à Saint-Orens, propriété de la ville de Saint-Orens, le dimanche 17 février 2019 aux environs de 17 h30,

VU l'arrêté d'occupation temporaire du domaine public n° 2019 – 56 délivré le 31 janvier 2019,

VU l'arrêté municipal permanent d'interdiction de camping sauvage, de bivouac, de feux de camps et de plein air diurne et nocturne numéro 22105 en date du 25 juin 2013

VU la configuration du terrain où doit se tenir la crémation du Roi Carnaval,

VU les préconisations du Service Départemental d'Incendie et de Secours,

VU l'arrêté municipal n° 2017-87 du 10 mars 2017 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire, en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de logement, de sécurité, de prévention, de communication, du protocole, de la défense, des anciens combattants et associatifs.

CONSIDERANT qu'il appartient au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police d'assurer le bon ordre et la sécurité des manifestations.

ARRÊTÉ S/N° 2019 - 58

ARTICLE 1

Madame le Maire autorise la crémation du Roi Carnaval que propose d'organiser l'Amicale Laïque le dimanche 17 février 2019 sur le terrain situé en contrebas du bâtiment de la buvette de la Place Bellières à titre dérogatoire de l'arrêté municipal permanent d'interdiction de camping sauvage, de bivouac, de feux de camps et de plein air diurne et nocturne numéro 22105 en date du 25 juin 2013.

ARTICLE 2

Durant l'organisation de la crémation du Roi Carnaval sur le terrain ci-dessus référencé le Président de Amicale Laïque est tenu de respecter les prescriptions suivantes :

1 – Interdire l'utilisation de matières plastiques pour alimenter le foyer, de tout matériau de synthèse produisant des fumées hautement toxiques et de carburant.

2 – N'utiliser que du bois d'origine naturelle dépourvu de clous, vis ou pointes.

3 – Centrer le foyer et contrôler les flammes afin d'éviter les brûlures sur le jeune feuillage.

ARRETÉ MUNICIPAL PERMANENT PORTANT SUR LA REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION EN RAISON D'UNE LIMITATION DE TONNAGE DE « 3,5 TONNES EN AGGLOMERATION »

Le Maire de la commune de Saint-Orens de Gameville.

Vu la Loi n°82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales;

Vu la Loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2213-1 et suivants;

Vu le Code de la route et notamment ses articles R.110-1 et suivants, R.411-2, R.411-8 et R.411-25 à 28;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre 1 - 5^{ème} partie – signalisation d'indication et des services - approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié;

CONSIDERANT que la structure de la chaussée des voies communales en agglomération ne permet pas le passage de véhicules d'un poids supérieur à 3,5 tonnes sans subir d'importantes dégradations, il y a lieu d'interdire sur ces sections la circulation des véhicules d'un poids total roulant autorisé supérieur à 3,5 tonnes.

ARRETE S/N° A 2019-55

ARTICLE 1:

L'arrêté municipal portant le numéro 24200 du 22 juin 2015, est abrogé et remplacé par le présent arrêté:

ARTICLE 2 :

La circulation des véhicules dont le poids total autorisé en charge est supérieur à 3,5 tonnes est interdite en agglomération dans les rues définies ci-dessous :

- Rue de Partanaïs : du pont de la Marcaissonne à l'intersection avec la route de Cayras.
- Chemin de Pelluret : du pont de la Marcaissonne jusqu'au numéro 01 chemin de Pelluret.

Par dérogation à cette interdiction sont autorisés à emprunter les voies désignées, les autobus et autocars de ramassage scolaire, les véhicules de transport public de voyageurs, les véhicules de collecte des ordures ménagères, les véhicules de secours et de service public, les véhicules chargés de la desserte de chantiers situés en bordure des voies désignées et des propriétés riveraines, ainsi que les engins agricoles.

ARTICLE 3 :

La signalisation réglementaire correspondante, de type B13 conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sera mise en place et entretenue par Toulouse Métropole.

ARTICLE 4 :

Les définitions définies par l'article 2 prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus.

ARTICLE 5 :

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 :

Conformément à l'article R421-1 et suivant du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse -68, Rue Raymond IV-31000 Toulouse, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché dans la Commune de SAINT-ORENS de Gameville.

ARTICLE 8 :

Madame le Maire de la commune de Saint-Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandement de Gendarmerie Nationale de Saint-Orens de Gameville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 01 février 2019.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

ARRETÉ MUNICIPAL PERMANENT PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ROUTE DE CAYRAS ET ROUTE DE LAUZERVILLE

Le Maire de la commune Saint-Orens de Gameville.

Vu la Loi n°82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales;

Vu la Loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2213-1 et suivants;

Vu le Code de la route et notamment ses articles R.110-1 et suivants, R.411-2, R.411-8 et R.411-25 à 28;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre 1 – 5^{ème} partie – signalisation d'indication et des services – approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié;

Vu le code la route;

Vu la norme AFNOR NFP 98300 relative aux dispositions ralentisseur de type «dos-d'âne»;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de limiter, par les moyens matériels appropriés, la vitesse des véhicules circulant, route de Cayras et route de Lauzerville, situés en agglomération, à hauteur des deux sens giratoires.

ARRETE S/N° A 2019-52

ARTICLE 1 :

Afin de réduire la vitesse des automobilistes circulant route de Cayras et route de Lauzerville, huit ralentisseurs de type «dos-d'âne» seront implantés à hauteur des deux sens giratoire RD 54.

ARTICLE 2 :

Tout conducteur abordant ces dispositifs ralentisseurs, devra réduire sa vitesse à 30 km/h.

ARTICLE 3 :

La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5^{ème} partie - signalisation d'indication - sera mise en place, implantée et entretenue par les services de Toulouse Métropole.

ARTICLE 4 :

Les dispositions définies par l'article 2 du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus.

ARTICLE 5 :

Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse-68, rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté sera affiché et publié au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée aux intéressés.

ARTICLE 7 :

Madame le Maire de la commune de Saint-Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale de la Haute-Garonne, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Madame le Maire de Saint-Orens,

Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 01 février 2019.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

**ARRETE PORTANT AUTORISATION
D'INSTALLATION D'ENSEIGNES**

DELIVRE PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 24/01/2019

N° AP 031 506 19 0004

Par :	CLINIQUE SAINT-ORENS
Demeurant à :	12 Avenue de Revel 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	Monsieur Stéphane ROBIN
Pour :	Installer 1 enseigne parallèle à la façade de 2.91 m². Au total, il y a 22.01 m² d'enseignes (dont 1 enseigne scellée au sol double-face de 19.1 m²)
Sur un terrain sis :	12 Avenue de Revel 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

REÇU

le 12 FEV. 2019

PREFECTURE de la Hte-GARONNE

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP Serge en date du 10/03/2017,

Vu la demande d'autorisation préalable susvisée,

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L 581-1 et suivants, relatifs à la publicité, aux pré-enseignes et enseignes,

Vu le règlement Local de Publicité (RLP) approuvé le 13 mars 2003,

ARRETE S/N° A 2019-51

ARTICLE 1

Le projet décrit dans la demande d'installation d'enseignes est ACCORDE.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,



Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

**ARRETE PORTANT AUTORISATION
D'INSTALLATION D'ENSEIGNES**

DELIVRE PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 24/01/2019		N° AP 031 506 19 0003
Par :	CLINIQUE SAINT-ORENS	
Demeurant à :	12 Avenue de Revel 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE	
Représenté par :	Monsieur Stéphane ROBIN	
Pour :	Remplacer 1 enseigne scellée au sol au sol double face de superficie totale 19.1 m² (9.55m² par affiche)	
Sur un terrain sis :	12 Avenue de Revel 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE	

REÇU
le **12 FEV. 2019**
PREFECTURE de la Hte-GARONNE

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP Serge en date du 10/03/2017,

Vu la demande d'autorisation préalable susvisée,

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L 581-1 et suivants, relatifs à la publicité, aux pré-enseignes et enseignes,

Vu le règlement Local de Publicité (RLP) approuvé le 13 mars 2003,

ARRETE S/N° A 2019-49**ARTICLE 1**

Le projet décrit dans la demande d'installation d'enseignes est ACCORDE.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,



Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

DECISIONS

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU C.G.C.T.
5ème Alinéa – MISE A DISPOSITION D'UN
LOCAL AVEC PARKING AU PROFIT DE
L'ASSOCIATION L'ESQUISSE –
APPROBATION DE LA CONVENTION**

Préambule

La Commune de Saint Orens de Gameville a décidé de mettre à disposition de l'Association Théâtre de l'Esquisse en vue de la mise en œuvre de l'objet de ses statuts, un local avec parking situés 7, Boulevard du Libre Echange à Saint Orens de Gameville, BY 52 d'une superficie de 1085m². Le local d'environ 180m² est composé d'une pièce à l'intérieur de laquelle des espaces sont délimités par des cloisons amovibles, de 2 blocs sanitaires et d'un coin cuisine ouverte non équipée.

Les modalités de cette mise à disposition sont définies dans la convention jointe à la présente décision.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,
Vu la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 portant délégations accordées au Maire en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les crédits inscrits Nature 752 – Fonction 73, (Revenus des Immeubles – Bâtiments polyvalents),

Considérant que l'Association Théâtre de l'Esquisse sera logée provisoirement dans ce local en attendant que la commune mette à sa disposition le local actuellement occupé par le Secours Populaire, route de Cayras,

DECIDE S/N° D 2019-05

ARTICLE 1

De mettre à la disposition de l'Association Théâtre de l'Esquisse un local avec parking, propriété de la commune, situé 7, Boulevard du Libre Echange à Saint Orens de Gameville, pour une durée d'un an à compter du 1^{er} février 2019 et jusqu'au 31 janvier 2020, sauf dénonciation d'un commun accord avant cette date.

ARTICLE 2

Que cette mise à disposition s'effectuera moyennant un loyer mensuel de 300 Euros.

ARTICLE 3

D'autoriser Madame le Maire à signer tout acte et document en relation avec cette opération et notamment la convention jointe à la présente décision

ARTICLE 4

D'autoriser Monsieur le Receveur des Finances à faire la recette des sommes liées à cette opération en les inscrivant sur les crédits inscrits à cet effet sur les exercices en cours et suivants

[illegible][illegible][illegible][illegible][illegible][illegible][illegible][illegible][illegible]

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
1	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
2	2	4	6	8	10	12	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	46	48	50	52	54	56	58	60	62	64	66	68	70	72	74	76	78	80	82	84	86	88	90	92	94	96	98	100	102	104	106	108	110	112	114	116	118	120	122	124	126	128	130	132	134	136	138	140	142	144	146	148	150	152	154	156	158	160	162	164	166	168	170	172	174	176	178	180	182	184	186	188	190	192	194	196	198	200
3	3	6	9	12	15	18	21	24	27	30	33	36	39	42	45	48	51	54	57	60	63	66	69	72	75	78	81	84	87	90	93	96	99	102	105	108	111	114	117	120	123	126	129	132	135	138	141	144	147	150	153	156	159	162	165	168	171	174	177	180	183	186	189	192	195	198	201	204	207	210	213	216	219	222	225	228	231	234	237	240	243	246	249	252	255	258	261	264	267	270	273	276	279	282	285	288	291	294	297	300
4	4	8	12	16	20	24	28	32	36	40	44	48	52	56	60	64	68	72	76	80	84	88	92	96	100	104	108	112	116	120	124	128	132	136	140	144	148	152	156	160	164	168	172	176	180	184	188	192	196	200	204	208	212	216	220	224	228	232	236	240	244	248	252	256	260	264	268	272	276	280	284	288	292	296	300	304	308	312	316	320	324	328	332	336	340	344	348	352	356	360	364	368	372	376	380	384	388	392	396	400
5	5	10	15	20	25	30	35	40	45	50	55	60	65	70	75	80	85	90	95	100	105	110	115	120	125	130	135	140	145	150	155	160	165	170	175	180	185	190	195	200	205	210	215	220	225	230																																																						

Le Maire de la commune de Saint-Orens de Gameville

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22

Vu la délibération n°73/2015 en date du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Considérant l'intérêt de la commune à renouveler cette adhésion pour le bon fonctionnement des services,

DECIDE S/N° 2019-06**ARTICLE 1**

De renouveler pour l'année 2019 l'adhésion de la commune à l'association UNION DU POLE FUNERAIRE PUBLIC et de payer la cotisation annuelle correspondante d'un montant de 280 euros.

ARTICLE 2

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne

Pour le Conseil par délégation,
Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27 FEV. 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 27 FEV. 2019

En publication, affichage ou notification le : 27 FEV. 2019

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU C.G.C.T.****26^{ème} Alinéa****DEMANDE DE SUBVENTION AU
DEPARTEMENT****CONTRAT DE TERRITOIRE –****PROGRAMMATION 2019****TRAVAUX D'AMENAGEMENT DANS
LES GROUPES SCOLAIRES**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,

Vu la délibération n°73-2015 en date du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire, par délégation, de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et notamment les demandes d'attribution de subvention à l'Etat et à d'autres collectivités territoriales.,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental de la Haute-Garonne du 13 décembre 2016, relative à la conclusion du Contrat de Territoire entre le Département et la commune de Saint-Orens de Gameville,

Considérant la nécessité de présenter au Département un dossier de demande pour pour un projet scolaire, au titre de la programmation 2019,

Considérant les différents travaux d'aménagement dans les trois groupes scolaires prévus au budget 2019 (équipement numérique, travaux d'isolations, remplacement de sols, de menuiseries..),

Considérant qu'il appartient à la commune, dans un souci de bonne gestion, de rechercher les subventions permettant de financer ses projets.

DECIDE S/N° D 2019-07**ARTICLE 1**

De solliciter, auprès du Conseil départemental de la Haute-Garonne, l'attribution d'une subvention en 2019, au titre de la réalisation de travaux d'aménagement dans les trois groupes scolaires de la commune, conformément au Contrat de Territoire signé entre le Département et la commune, le 13 décembre 2016.

Le coût prévisionnel des travaux est fixé à ce jour, à 346 165,14€ HT, soit 415 398,17€ TTC.

La collectivité assurera sur ses fonds propres le reste à charge de l'opération, déduction faite des subventions qui seront attribuées.

Le planning de réalisation prévoit un démarrage des travaux au printemps 2019.

ARTICLE 2

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique PAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 25 février 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 25/02/2019

En publication, affichage ou notification le : 25/02/19